

J'ai été surpris de la réponse donnée par le premier ministre à mon honorable ami, le chef du Nouveau parti démocratique, le 24 janvier. Il s'est exprimé ainsi:

Je puis aussi assurer à mon honorable ami qu'il n'y a aucune possibilité que le Canada envoie une aide militaire au Vietnam.

Je n'ai pas hâte qu'une aide militaire soit envoyée au Vietnam. Il ne me sourit pas que de jeunes Canadiens s'y retrouvent un jour. Je prie Dieu que nos jeunes n'aient jamais à y aller, mais je prétends que le premier ministre a exagéré en parlant de la sorte. Il est malheureusement concevable que les intérêts du Canada et de ses habitants, et la politique étrangère que nous défendons, exigent dans quelque conjoncture une aide tangible sur les lieux. Le premier ministre a certainement dépassé la mesure en écartant d'avance cette possibilité. Je recommanderais donc au gouvernement la ligne de conduite préconisée par mon ami le député de Winnipeg-Sud-Centre. Sachant que la situation peut devenir éruptive, nous devrions nous assurer que nos forces armées seront prêtes à jouer leur rôle si, à Dieu ne plaise, cela devenait nécessaire.

Il est à peu près aussi inutile de souhaiter voir disparaître le Vietnam et tous ses problèmes que de supplier les États-Unis d'abandonner la partie. Certaines gens s'imaginent que ce serait là la solution—si seulement les Américains se retiraient de là, tout irait bien, à leur avis. On dit que les États-Unis, en raison de leur complexité et de leur étendue, sont un pays difficile à gouverner. Si leurs chefs voulaient bien se donner la peine de venir au Canada et d'y séjourner quelque temps, on leur dirait en peu de temps comment y arriver. Les grandes entreprises, au Canada, disent au gouvernement comment diriger ses politiques économiques; les grands mouvements sociaux lui enseignent à conduire ses affaires diplomatiques et, comme si cela ne suffisait pas, nous avons maintenant des hommes politiques des provinces qui lui disent à peu près comment tout faire. Comme tout est simple au nord du 49° parallèle!

C'est avec sincérité que tout le monde, députés et autres, déplorent la guerre du Vietnam. Quelle sorte de gens serions-nous si nous ne réagissions pas de cette façon devant tant de vies fauchées et de profondes souffrances? Naturellement que nous trouvons cette guerre malheureuse et pourtant il nous semble bien difficile—pour moi du moins—de nous joindre à ceux qui seraient prêts à dire que c'est aux États-Unis que revient la culpabilité dans cette affaire.

Les États-Unis ont fait preuve de beaucoup de retenue et de sagesse, particulièrement ces

dernières semaines. Il y a quelque temps, on a eu une pause, qui devait tout régler. Cette pause a duré presque six semaines, mais la réaction de l'autre côté n'a pas été très encourageante. A mon sens, il faut louer les États-Unis d'avoir soumis toute cette affaire aux Nations Unies. Je sais que les puristes disent que Genève est la seule voie possible parce que la Chine communiste y serait présente, mais voilà que le Conseil de sécurité est maintenant saisi de la situation au Vietnam. Nous avons eu une pause puis une déclaration des États-Unis, ce chef du monde libre, qui serait heureux de négocier un règlement et cherche à le faire par tous les moyens. Je ne suis jamais désespéré, comme certains le sont, que le Canada ne soit pas plus en désaccord avec les États-Unis. Le désaccord pour le désaccord serait une conception très peu sérieuse du rôle du Canada.

Je dis au ministre que par son attitude générale envers les aspects principaux de la diplomatie mondiale et la direction des États-Unis il exprime les opinions de la grande majorité des Canadiens qui sont représentés dans cette Chambre. Il suit toute une tradition. J'ai eu l'honneur de voir à l'œuvre ses deux prédécesseurs, M. Howard Green et feu M. Sidney Smith. C'étaient de grands hommes, des hommes qui voyaient loin dans l'avenir, des hommes durs lorsqu'il fallait être dur, et il suit leur exemple. Parfois il ne les suit pas très silencieusement mais, comme l'a dit une fois M. Green, il est bon internationaliste. J'espère que, dans ce domaine, lorsque nous ne voudrions pas que la politique étrangère devienne la politique du parti, il tiendra compte des conseils des députés. Je pense qu'il conviendra que son gouvernement aurait pu éviter bien des déboires ces derniers mois s'il avait mieux écouté les propos de l'opposition.

• (8.40 p.m.)

Nous lui offrons donc nos meilleurs souhaits. Sa tâche n'est pas facile. Il a commis des erreurs qui lui ont été signalées, mais je crois que notre pays possède encore une bonne réputation dans le monde. Nous adoptons parfois une attitude teintée de pharisaïsme, mais en qualité de pays intermédiaire qui adopte une politique modérée et est disposé à faire sa part, nous pouvons être fiers de la façon dont le Canada s'acquitte de ses obligations internationales.

Monsieur le président, comme nous avons tous hâte d'entendre le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et que je suis certain que d'autres députés veulent participer au débat, je suivrai son exemple aujourd'hui, je serai bref et reprendrai mon siège.